

## Première Partie : Navigation Aérienne

### Titre Premier : des aéronefs.

Le Président du Conseil,

Vu le dahir n° 1-61-107 du 10 kaada 1380 (26 avril 1961) portant délégation de pouvoir et de signature à M. Ahmed Réda Guédira, directeur général du cabinet royal ;

Vu le dahir n° 1-61-051 du 28 moharrem 1381 (12 juillet 1961) portant création d'une direction de l'air et relatif à la réglementation de l'aéronautique civile, des bases aériennes et de la météorologie nationale ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

Décrète :

### Chapitre Premier : Dispositions Générales.

Article Premier : Définition : Aux fins du présent décret, ainsi que des arrêtés et autres actes pris pour son exécution, est réputé aéronef tout appareil pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air qu'il soit plus léger ou plus lourd que l'air. Toutefois, ne sont pas réputés aéronefs les modèles réduits utilisés par l'aviation sportive.

Article 2 : Aéronefs d'Etat et aéronefs civils - Les aéronefs se divisent en aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service public, tels que les aéronefs militaires, de douanes ou de police, et en aéronefs civils.

Les aéronefs civils utilisés, d'une manière permanente ou temporaire, pour un service public sont réputés aéronefs d'Etat.

Sauf disposition contraire, les articles du présent décret ne s'appliquent pas aux aéronefs d'Etat.

### Chapitre II : Immatriculation des Aéronefs.

Article 3 : Registre d'immatriculation : La direction de l'air tient à jour, sous l'autorité du ministre des travaux publics, le registre marocain d'immatriculation sur lequel doivent être inscrits : a) les aéronefs marocains d'Etat, à l'exception des aéronefs militaires et b) les aéronefs civils qui sont la propriété de sujets marocains, ou de sociétés qui, conformément à la définition donnée par l'article 7 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur la condition des étrangers, possédant la nationalité marocaine, ou d'étrangers domiciliés au Maroc ou dont les aéronefs ont leur port d'attache normal au Maroc.

Tout aéronef immatriculé conformément aux dispositions du présent chapitre acquiert la nationalité marocaine.

Article 4 : Demande d'inscription : L'immatriculation est demandée à la direction de l'air par le propriétaire de l'aéronef.

A cette demande doivent être jointes les pièces suivantes :

- a) Une pièce établissant la qualité de propriétaire du requérant ;
- b) Si le requérant est étranger, une attestation qu'il est domicilié au Maroc, ou une déclaration qu'il entend baser normalement son aéronef au Maroc ;
- c) Une copie du certificat de navigabilité visé à l'article 14 en état de validité ;

d) Et en outre, s'il s'agit d'un aéronef importé (i) un certificat d'acquittement des droits de douane et autres taxes, sauf exemption par décret, et (i) une attestation officielle que cet aéronef n'est pas inscrit sur un registre étranger ou que cette inscription a été radiée. Toutefois, si au moment de la demande, l'aéronef régulièrement importé n'a pas été radié d'un registre,

étranger, la direction de l'air peut délivrer au propriétaire un permis provisoire de circulation valable jusqu'à, notification de la radiation sans que cette validité puisse excéder 60 jours.

Article 5 : Immatriculation : Si les conditions énumérées aux articles 3 et 4 sont remplies, la direction de l'air immatricule l'aéronef et délivre au propriétaire un certificat d'immatriculation conforme au modèle établi par la réglementation internationale en vigueur.

Le registre et le certificat d'immatriculation mentionnent :

- a) La date d'immatriculation ;
- b) Les marques d'immatriculation ;
- c) Les caractéristiques de l'aéronef (nom du constructeur, type, numéro de série) ;
- d) Les nom et adresse du propriétaire ;
- e) Le port d'attache de l'appareil.

En outre, en application de diverses dispositions du présent, décret ou d'arrêtés du ministre des travaux publics; d'autres mentions sont portées sur le registre d'immatriculation et les documents relatifs à chaque aéronef sont conservés dans les dossiers qui complètent le registre.

Les taxes à percevoir pour les formalités relatives à l'immatriculation des aéronefs sont fixées par arrêté du ministre des travaux publics.

Article 6 : Modification et radiation : Toute modification des caractéristiques de l'aéronef et tout changement de propriétaire ou de port d'attache sont notifiés sans délai à la direction de l'air pour inscription à leur date respective sur le registre d'immatriculation et notation correspondante sur le certificat, sauf en Ce qui concerne le changement de propriétaire qui donne lieu à la délivrance d'un nouveau certificat, si le nouveau propriétaire répond aux conditions de l'article 3 et en fait la demande.

Un aéronef est radié du registre soit à la demande du propriétaire inscrit qui renvoie le certificat, soit d'office dans les cas suivants :

- a) Si les conditions définies aux articles 3 et 4 ne sont plus remplies ;
- b) Si le nouveau propriétaire ne demande pas le transfert d'immatriculation ;
- c) Dans le cas d'un aéronef acquis par un étranger, si le maintien de l'immatriculation n'a pas été demandé ou doit être refusé ;
- d) Si l'aéronef est totalement détruit ou présumé perdu trois mois après la date des dernières nouvelles.

La radiation est notifiée au propriétaire inscrit ; un certificat de radiation est délivré à toute personne qui en fait la demande.

Article 7 : Publicité : Le registre d'immatriculation est public et toute, personne peut en obtenir copie certifiée conforme, aux conditions fixées par la direction de l'air.

### Chapitre III : Marques.

Article 8 : Marques de nationalité et d'immatriculation : Tout aéronef doit porter les marques de nationalité et d'immatriculation qui figurent sur son certificat d'immatriculation.

La marque, de nationalité des aéronefs inscrits sur le registre marocain se compose des lettres CN.

La marque d'immatriculation de ces aéronefs, séparée par un tiret de la marque de nationalité, consiste en un groupe de trois lettres attribué à chaque aéronef par le directeur de l'air.

Article 9 : Mode de fixation : Les marques de nationalité et d'immatriculation sont peintes sur l'aéronef ou apposées par tout autre moyen assurant le même degré de fixité. Le pilote commandant de bord est tenu de veiller à ce que les marques soient constamment propres et toujours visibles.

En outre, une plaque de métal à l'épreuve du feu doit être fixée en un endroit bien apparent près de l'entrée principale ; sur cette plaque sont inscrites les marques de nationalité et d'immatriculation, ainsi que le nom et l'adresse du propriétaire.

Article 10 : Emplacement et dimensions des marques : L'emplacement des marques de nationalité et d'immatriculation des aéronefs inscrits au registre marocain, leurs dimensions, le type de caractère à employer, seront conformes aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur et feront l'objet d'un arrêté du ministre des travaux publics.

Article 11 : Autres inscriptions : Le nom d'un aéronef, ou le nom et l'emblème du propriétaire peuvent être inscrits sur l'aéronef, à condition que leur emplacement, la dimension, le type et la couleur des lettres et signes ne puissent empêcher une facile, identification des marques de nationalité et d'immatriculation, ni créer de confusion avec ces marques.

Sauf autorisation écrite du directeur de l'air, aucune publicité ni aucune inscription autre que celles prévues par le présent chapitre ne doit apparaître sur une surface extérieure, d'un aéronef.

#### Chapitre IV : Navigabilité.

Article 12 : Conditions de navigabilité : Les conditions de navigabilité des aéronefs et l'équipement nécessaire à leur exploitation, la nature et l'ampleur des contrôles destinés à constater leur aptitude au vol, ainsi que la périodicité et les conditions des contrôler ultérieurs en vue du maintien de, cette aptitude, sont fixés par arrêtés du ministre des travaux publics, compte tenu des exigences de la sécurité et de la réglementation internationale en vigueur et en égard à la catégorie de chaque aéronef, aux caractéristiques de sa construction et à l'usage auquel il est destiné.

Article 13 : Délivrance ou validation de certificat : Sur rapport établi après contrôle de la navigabilité d'un aéronef par un agent désigné ou un organisme agréé par le ministre des travaux publics, le directeur de l'air, à la demande du propriétaire ou de l'utilisateur de cet aéronef, délivre ou renouvelle un certificat de navigabilité, si les justifications présentées le satisfont.

Si un aéronef a un certificat de navigabilité en cours de validité, délivré par un Etat étranger, le directeur de l'air, à la demande du propriétaire ou de l'utilisateur de cet aéronef, délivre un nouveau certificat de navigabilité ou valide l'ancien, pourvu que ce dernier réponde, aux conditions de navigabilité établies par la réglementation internationale en vigueur.

Article 14 : Certificat : Le certificat de navigabilité, conforme au modèle établi par la réglementation internationale en vigueur, contient les mentions suivantes : marques, description et catégorie de l'aéronef, date extrême de validité du certificat, et, on outre visas périodiques ou mentions attestant que l'entretien est effectué au moyen d'une vérification permanente.

Les autres données techniques concernant l'aéronef et notamment l'équipement et l'équipage minimum nécessaire, ainsi que les limites d'emploi figurent dans un manuel de vol, lorsque la tenue d'un tel manuel est prescrite.

Article 15 : Aéronef construit au Maroc : Si la construction d'un aéronef est entreprise au Maroc, le constructeur doit en informer le ministre des travaux publics, lui fournir tous documents, plans et dessins jugés nécessaires, effectuer tous essais exigés et se, soumettre à tous contrôles. Si le constructeur ne se conforme pas à la présente disposition, le certificat de navigabilité pourra lui être refusé.

Article 16 : Modification, réparation, entretien : Aucune modification ou réparation ne peut être effectuée sur un aéronef marocain pourvu d'un certificat de navigabilité en cours de validité, si ce n'est sur instruction ou avec l'approbation du directeur de l'air ; cet aéronef ne peut être remis en service avant que son aptitude au vol ait été dûment constatée par une personne qualifiée.

L'entretien des aéronefs ne peut être, effectué que par des personnes pourvues d'une licence spéciale ou sous la surveillance, de telles personnes, à moins d'une autorisation spéciale du directeur de l'air.

Les personnes ou organismes auxquels incombe la responsabilité de certifier qu'un aéronef est apte au vol doivent avoir les qualifications prévues à l'article 32 du présent décret.

Article 17 : Suspension de validité : Le directeur de l'air peut suspendre la validité d'un certificat de navigabilité ou subordonner son renouvellement à certaines conditions, lorsque l'aéronef ne satisfait plus aux conditions techniques requises, ou est employé dans des conditions non conformes à celles définies par le certificat, ou a subi une avarie grave, ou a fait l'objet d'une modification non approuvée, ou n'a pas été entretenu conformément au manuel d'entretien

Toutefois, pendant la suspension de validité du certificat, le directeur de l'air peut, sous réserve de limites d'emploi prescrites pour la sécurité de l'aéronef ou des personnes à bord, autoriser un vol de cet aéronef jusqu'au lieu de remise en état de navigabilité, ainsi que les essais en vol consécutifs.

Article 18 : Irresponsabilité du Maroc : Le Gouvernement marocain n'assume aucune responsabilité pour les dommages que pourraient subir un aéronef et ses accessoires pendant le contrôle. Il appartient au propriétaire ou à son utilisateur d'assurer, s'il le désire, l'aéronef contre de tels dommages.

Le Gouvernement marocain n'assume également aucune responsabilité pour tous dommages ou défauts pouvant provenir des matériaux employés, de la construction, de l'entretien, de toute modification ou réparation d'un aéronef, du fait du contrôle exercé, même si l'agent ou l'organisme de contrôle n'a élevé aucune objection.

Article 19 : Frais de contrôle : Les frais de contrôle de l'aptitude au vol en vue de la délivrance ou du maintien de validité d'un certificat de navigabilité sont fixés par arrêté du ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances, et sont à la charge des propriétaires des aéronefs contrôlés.

Chapitre V : Statut Juridique des Aéronefs.

Article 20 : Description de l'aéronef : Aux fins du présent chapitre, un aéronef comprend la cellule, les moteurs, hélices, appareils de radio et tout équipement nécessaire à son exploitation.

Article 21 : Nature juridique : Les aéronefs sont des biens meubles soumis aux règles de droit commun, sous réserve des règles spéciales énumérées aux articles ci-après.

Article 22 : Hypothèque : Les aéronefs sont susceptibles d'hypothèques ; les dispositions relatives à l'hypothèque sur les navires contenues dans le dahir du 28 joumada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime sont applicables à l'hypothèque sur aéronefs. Toutefois, sont seules privilégiées les créances afférentes aux rémunérations dues pour sauvetage de l'aéronef et aux frais extraordinaires indispensables à la conservation de l'aéronef.

Article 23 : Vente : La vente volontaire d'aéronef doit être constatée par écrit. La vente forcée d'aéronef est faite conformément à la procédure prévue pour la vente forcée des navires par le dahir du 28 joumada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime ; toutefois, des dispositions spéciales concernant les délais et notifications pourront faire l'objet d'arrêté du ministre des travaux publics.

Article 24 : Saisies : La saisie conservatoire et la saisie exécution des aéronefs sont pratiquées conformément aux dispositions prévues pour les navires par le dahir précité du 28 joumada II 1337 (31 mars 1919).

Toutefois, sous réserve de l'article 236, ne peut faire l'objet de saisie conservatoire un aéronef étranger en service sur une ligne régulière de transport public, ou un aéronef de ligne non régulière lorsque celui-ci est prêt à partir, à condition que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef réserve sur son territoire le même traitement aux aéronefs marocains.

En ce qui concerne les autres aéronefs sur lesquels une saisie conservatoire peut être pratiquée, mainlevée immédiate est accordée moyennant le dépôt d'une garantie suffisante.

Article 25 : Inscription : Toute mutation de propriété d'un aéronef par acte entre vifs ou par décès, tout jugement translatif, constitutif ou déclaratif de propriété, toute constitution ou radiation d'hypothèque, tout contrat de location ainsi que tout procès-verbal de saisie conservatoire ou de saisie-exécution ne produisent effet à l'égard des tiers que par inscription au registre d'immatriculation.

Les formalités d'inscription font l'objet d'un arrêté du ministre, des travaux publics.